

SNCS-HEBD0 05 n°11

18 avril 2005

Le combat des chefs Halte aux grossières manœuvres

Depuis quelques jours, une pétition, circule sur Internet. Sans le dire clairement, elle soutient la réforme présentée par le directeur général du CNRS. Beaucoup de nos collègues se font abuser, car elle sous entend que repousser le projet de Larroutouou signifie qu'aucune réforme n'est possible au CNRS. Cela est faux. Nous voulons tous améliorer le CNRS pour qu'il réponde aux enjeux d'aujourd'hui mais d'autres bases que celles proposées par le directeur général sont possibles. Le nouveau Président du CNRS, Bernard Meunier, a pris conscience des enjeux. Au dernier Conseil d'administration (CA), il a exigé, contrairement au souhait du directeur général, que le vote soit repoussé d'un mois. Le jeudi 21 avril, un CA informel devra préparer un projet qui sera présenté au CA du 19 mai

Jacques Fossey, secrétaire général du SNCS

Depuis que le projet de réforme du CNRS est connu, le SNCS en demande le retrait. Pourquoi ? Non pas, comme voudrait le faire croire certains, par conservatisme frileux ou pour être des « révolutionnaires du *statu quo* », mais bien parce que nous ne sommes pas d'accord avec ses fondements. Nous voulons des réformes basées sur une autre ambition pour le CNRS.

Le projet Larroutouou propose de réduire le champ d'intervention du CNRS à un certain nombre d'axes scientifiques, de diminuer le nombre de chercheurs titulaires (-600 d'ici 2010), de développer les CDD, d'affaiblir le Comité national etc. Dans sa partie organisationnelle, le directeur général veut étouffer les départements scientifiques qui sont à la base du succès du CNRS, il veut complexifier l'organisation en ajoutant une couche administrative supplémentaire, des directions interrégionales (DIR) qui interviendraient entre les actuelles directions scientifiques et les délégations régionales. Il veut se doter d'un directeur à la stratégie scientifique, un nouvel intermédiaire entre lui et les directeurs de départements.

Que voulons-nous ? Un CNRS fort, ambitieux et démocratique. Fort, car à partir des rapports de prospectives et de conjoncture ainsi que des propositions émanant du Comité national, le CNRS doit être le principal acteur de la stratégie nationale en matière de recherche. Ambitieux, car, à une époque où l'objectif est d'accroître le potentiel de recherche de près de 50%, le CNRS doit participer totalement à relever ce défi. Il doit accroître d'autant son propre potentiel humain et financier. Démocratique, car le CNRS doit faire un effort significatif pour permettre à l'ensemble de la communauté scientifique d'intervenir sur un mode transparent à tous les niveaux. Beaucoup reste à faire, et la tendance actuelle du recours aux experts nommés n'est pas le chemin à

suivre. Nous voulons aussi des organismes et des universités qui collaborent entre eux.

Rappelons que le succès du CNRS s'est fait grâce aux personnels organisés autour de départements scientifiques nationaux, dont le nombre et les frontières sont révisables. Les directions scientifiques doivent être maintenues, mais aidées, contrôlées et démocratisées. Les conseils scientifiques de départements doivent jouer un rôle clé dans cette nouvelle organisation. Leurs missions doivent être redéfinies.

L'interdisciplinarité est un enjeu majeur pour le CNRS. Beaucoup s'accordent pour louer le rôle des anciens PIR (programme interdisciplinaire de recherche). Nous proposons la mise en place d'instituts scientifiques interdisciplinaires (ISIR). Ce seraient de vraies structures horizontales chargées des problématiques aux croisements des disciplines.

Les DIR ont vocation à représenter le CNRS en régions. Ils ne doivent avoir aucun rôle de gestionnaires. Ils doivent s'appuyer sur les actuels Conseils consultatifs régionaux qui doivent être renouvelés et chargés de représenter la communauté scientifique auprès du DIR.

Voilà une partie des principes que nous voudrions mettre en place et négocier au sein du Conseil d'administration.

L'actuelle pétition doit être dénoncée, car elle est instrumentalisée par le directeur général pour imposer sa réforme. ***Nous demandons à tous nos collègues de ne pas signer cette pétition*** et d'œuvrer, là où ils le peuvent, pour une réforme du CNRS qui soit une véritable évolution de l'organisme et ait l'assentiment du plus grand nombre.